

Mars 2011



SNUipp - FSU

Syndicat National Unitaire
des Instituteurs, Professeurs
des écoles et PEGC

www.snuipp.fr

Colloque

Evaluer :

Parce qu'ils le valent bien !

des usages au service de la réussite des élèves

jeudi 7 avril

Ecole Normale Supérieure

amphithéâtre Descartes

15 parvis Descartes

69 007 Lyon

métro ligne B, arrêt Debourg

- 9h00 - Accueil
- 9h30 - Introduction
- 10h00 - Jean-Claude Emin, ancien secrétaire général du Haut Conseil à l'évaluation de l'école et sous directeur à l'évaluation au Ministère de l'éducation nationale

Évaluation à l'école : historique et usages politiques.

- 11h00 - Patrick Picard, chargé d'études et de recherches à l'INRP et Alexis Bisserkine, maître formateur, enseignant associé à l'INRP
- 12 h à 13 h 15 - Débat
- 13 h 15 à 14 h 30 - Pause déjeuner
- 14h30 - Anne-Marie Chartier, maître de conférences à l'INRP, au Service d'Histoire de l'éducation

Évaluation à l'école : des résultats standards aux pratiques pédagogiques.

- 15h30 - Débat
- 16h15 - Conclusion

Evaluer ses élèves, un geste quotidien du travail enseignant, sans cesse remis en chantier, sans cesse renouvelé, sans cesse interrogé... Il y a 20 ans s'y sont ajoutées des évaluations nationales. Leur changement de logique, en 2008, reste très contesté : finalités, calendrier, niveau de difficulté... Depuis une décennie, les rendez-vous avec les fameuses « PISA », tellement commentées dans les médias, ont encore un peu plus rythmé le temps de l'école... Dans les classes, n'est-on pas envahi par l'évaluation ? A quoi doit-elle servir ? Faut-il des évaluations diagnostiques ou des bilans pour faire réussir tous les élèves ? Quels sont les outils utiles aux élèves et leurs familles ? Pour y réfléchir, le SNUipp invite la recherche et vous propose le temps des échanges et des propositions... parce que nos élèves le valent bien !

Évaluation des acquis des élèves en fin d'école maternelle

A première vue, ces évaluations doivent rester des outils d'aide à l'évaluation mis à disposition des collègues et peuvent être un point d'appui pour la remédiation : elles sont proposées suffisamment tôt dans l'année pour que les enseignants puissent se les approprier.

Elles n'ont pas de caractère national obligatoire, elles ne sanctionnent pas les élèves par un codage juste/faux, elles sont assorties de pistes pour la remédiation.

Les situations proposées peuvent être adaptées au contexte de la classe.

Il est conseillé de considérer les résultats dans une perspective dynamique, en tenant compte des progrès réalisés depuis l'entrée en maternelle.

Néanmoins, il faut être vigilants sur l'utilisation que les IA ou les IEN souhaitent en faire. Il est important de laisser les conseils de maîtres décider de l'utilisation de ces outils, de leur pertinence en fonction des besoins de leurs élèves et des projets d'école.

Par ailleurs, certaines critiques portant sur leur conception ont déjà été formulées.

Rémi Brissiaud conteste l'item utilisé pour évaluer la compétence numérique : à lire sur le site du SNUipp.

<http://www.snuipp.fr/spip.php?article7021>



Le SNUipp-FSU et les évaluations :

L'évaluation est partie intégrante des pratiques professionnelles. Elle est nécessaire aux élèves, aux enseignants, aux parents, mais aussi à l'analyse et la régulation du système. La réflexion autour de la question des évaluations avait permis, au fil du temps, de clarifier les différentes situations d'évaluation: diagnostique, bilan, formative ou sommative. Les évaluations nationales, diagnostiques, ont vu le jour en 1989 pour les classes de CE2, 6ème et 2nde. Dans les écoles, elles ont souvent été utilisées pour mieux prévenir et prendre en charge les difficultés des élèves.

2008 : un nouveau protocole

La rentrée 2008 a marqué une rupture sans qu'aucune concertation avec les personnels n'ait permis d'en cerner les objectifs réels. S'appuyant sur les résultats aux évaluations PISA et sur le chiffre de 15% d'élèves en échec à l'issue de l'école élémentaire, le ministre de l'époque a décidé de nouveaux protocoles d'évaluation pour l'école. Désormais placés en CE1 et CM2, soit en fin de cycles 2 et 3, ils apparaissent comme des bilans liés à la mise en œuvre de nouveaux programmes et de l'aide personnalisée, voire pour les CM, aux stages de remise à niveau.

Les défauts de ce protocole

En l'état, ces évaluations ne fournissent pas d'informations suffisamment précises pour la régulation des apprentissages dans les classes et n'aident pas à la communication avec les parents. Leur finalité sert avant tout à piloter l'école par les chiffres, au détriment des besoins des élèves : la statistique plutôt que le pédagogique. Or, pour cela, un échantillonnage suffirait (comme pour les tests PISA).

De plus, la date de passation en milieu d'année scolaire pour le CM2 induit un manque de cohérence d'une évaluation qui se veut à la fois « bilan » et « diagnostic ».

Le SNUipp-FSU, qui s'est opposé vigoureusement à toute publication des résultats école par école, refusera également toute utilisation des résultats pour l'évaluation des enseignants.

En liant l'évaluation (une mission pourtant habituelle des enseignants) au versement d'une prime, le ministère crée la division au sein des équipes. Le SNUipp estime que ce système de prime ne permet pas de répondre au besoin d'une véritable revalorisation de tous.

Quelques évolutions

Le ministère a reconnu le bien fondé des critiques du SNUipp-FSU. La version 2011 connaît ainsi quelques améliorations : conception des exercices par la DEPP (Direction de l'évaluation, de la Prospective et de la Performance), réajustement du niveau de difficulté de certains items, évolution du mode de correction pour un tiers des exercices permettant une prise en compte de ce que l'élève a effectivement réussi.

Pour des évaluations liées à la réussite des élèves

Pour autant, la mécanique d'ensemble reste la même.

Le SNUipp-FSU réclame donc la suspension du protocole pour une remise à plat, portant sur les éléments suivants: la confusion entre évaluations « bilan » et « diagnostic », la date de passation et l'évolution du codage pour l'intégralité des items. Toute évaluation nationale devrait permettre de participer à une meilleure réussite des élèves. Il serait temps de tenir compte de l'avis des professionnels de terrain, des résultats de la recherche et de partir de ces constats pour l'élaboration d'un plan national de formation initiale et continue, d'un accompagnement des équipes pédagogiques et de la mise à disposition d'outils et de ressources spécifiques.

Ce colloque doit contribuer à construire les propositions que le SNUipp-FSU portera ... pour l'avenir.

Jean-Claude Émin

Ancien sous-directeur de l'évaluation à la DEPP, ancien secrétaire général du Haut Conseil de l'évaluation de l'école.



Evaluation à l'école : historique et usages politiques

(extraits choisis) Jean-Claude Émin,

Les récentes évaluations CM2, contestées par tous, inefficaces, inquiétantes, ont fait beaucoup de bruit. Pendant ce temps, d'autres telles que l'étude sur l'évolution des performances en « lire, écrire, compter » des élèves de CM2 entre 1987 et 2007 restent confidentielles alors que l'exploitation de leurs résultats pourrait orienter de façon utile les pratiques des enseignants.

Cette évaluation se donne l'apparence de contribuer à la mise en place des aides alors qu'elle ne peut pas servir au diagnostic des difficultés puisque le mode de correction retenu est binaire. Voilà comment on vide de son sens l'évaluation diagnostique, mise en place en 1989, et que le Haut Conseil de l'évaluation de l'école considère très positivement.

Pourtant, des outils d'évaluation diagnostique de qualité devraient aider les enseignants à repérer les difficultés de chacun de leurs élèves et à mettre en place les progressions les mieux adaptées pour les faire réussir... Les responsables de la politique pédagogique proposent d'ailleurs aux enseignants des circulaires et des incantations sur le soutien que des formations et des outils qui les aident à mieux prendre en compte l'hétérogénéité de leurs élèves.

Patrick Picard



Chargé d'études et de recherches à l'INRP, sur les questions d'éducation prioritaire et d'égalité des chances, sur l'usage des instruments professionnels. Ses recherches ont porté également sur l'analyse du travail et de l'activité, la production de ressources de formation...

Alexis Bisserkine



Maître formateur dans l'Ain, enseignant associé à l'INRP. Il participe, dans le cadre de

l'OCEP (Observatoire, Curricula, Évaluations, Pratiques) à l'étude « Socle commun et évaluations à l'école primaire : perceptions des acteurs ».

Anne-Marie Chartier

Agrégée de philosophie, docteur en sciences de l'éducation. Ses publications récentes concernent l'histoire de la scolarisation de l'écrit, les méthodes d'enseignement de la lecture en France et en Europe occidentale, et plus largement, l'histoire de la formation des maîtres et des pratiques d'enseignement.



Évaluation à l'école : des résultats standards aux pratiques pédagogiques

Les premières évaluations CE2-6e ont eu lieu en 1989, il y a plus de vingt ans. Depuis, des épreuves standardisées ont régulièrement permis de situer les élèves ou les classes par rapport à des moyennes nationales ou internationales et de « mesurer » des écarts entre écoles, que les maîtres connaissaient seulement de façon empirique et qualitative.

Ces épreuves, conçues pour être applicables n'importe où, ne concernent pourtant que certaines compétences (lire, écrire, calculer, pour l'essentiel), ne disent pas comment améliorer les résultats insuffisants et sont loin d'évaluer tous les acquis scolaires. Elles ne prennent pas davantage en compte les activités spécifiques à chaque classe.

Quels sont les risques de dérive ? Comment définir des règles d'usage de ces protocoles pour aider les pratiques pédagogiques et non pas alourdir sans bénéfice le travail des maîtres ?

Evaluer dans la classe : pour qui, pour quoi, comment ?

« Peser le cochon tous les jours ne l'a jamais fait grossir... »

Cette maxime rurale pourrait illustrer avec à-propos les débats actuels sur l'évaluation, et notamment la pression grandissante qui s'exerce sur les pratiques enseignantes autour du Socle Commun et des "compétences".

A partir d'entretiens et de résultats d'enquêtes menées dans le cadre de l'OCEP à l'INRP, Alexis Bisserkine et Patrick Picard tenteront de préciser la difficulté, pour les acteurs, à emboîter tous les éléments du puzzle institutionnel, les débats professionnels posés par la difficile articulation entre temps d'évaluation et d'apprentissage, mais aussi la difficulté à construire des outils professionnels adaptés au travail quotidien de l'enseignant.

PISA

Une moyenne qui révèle les inégalités de notre système scolaire

A quoi servent ces dispositifs internationaux ?

PISA, tout comme PIRLS (portant sur les aptitudes en lecture des enfants de 9/10 ans et leur contexte familial et scolaire) a pour objectif d'accroître la connaissance des systèmes éducatifs en les comparant. Ces publications fournissent de nombreux indicateurs statistiques et informatifs.

Quels sont les principaux enseignements de la dernière évaluation PISA 2009 pour notre pays ?

D'une part les performances des élèves français de 15 ans restent totalement moyennes par rapport aux élèves des autres pays de l'OCDE, avec une légère baisse en mathématiques. D'autre part les écarts entre élèves faibles et élèves performants s'accroissent : notre système scolaire réussit moins que les autres à diminuer le poids de l'origine sociale des élèves sur leurs résultats.

Ces confirmations - puisque ces indications avaient déjà été données par les précédents résultats – méritent d'être prises en compte. L'enquête PISA présente sans doute des imperfections et des inconvénients : le risque de focaliser les évolutions du système sur le français et les maths ; la comparaison entre des pays de tailles, de cultures, d'organisations scolaires différentes ; l'impréparation des élèves français à aborder dans le cadre scolaire les problèmes de la vie courante. Mais rien de tout cela n'est de nature à invalider les résultats.

L'analyse des résultats montre des différences entre les filles et les garçons. S'ils font « *jeu égal* » en sciences, les filles ont des résultats très significativement meilleurs en lecture. En revanche les garçons les surclassent en mathématiques. Mais ils sont aussi sur-représentés dans les groupes d'élèves en grande difficulté.

La France a d'ailleurs une proportion d'élèves dans ces groupes plus importante qu'ailleurs.

Les prochaines évaluations PISA en 2012 seront à nouveau centrées sur la lecture. L'ampleur de l'opération est inégalée : en 2009, 470 000 jeunes âgés de 15 ans ont participé aux tests. Ils représentent les 26 millions de jeunes de 15 ans des 65 pays participants.

Pour Claude Lelièvre, historien de l'éducation : « *C'est une incitation démocratisante parce qu'elle met l'accent sur ce qui est acquis par la totalité d'une classe d'âge à la fin de la scolarité obligatoire et non, comme auparavant, sur les acquis des meilleurs. C'est une très bonne chose, surtout pour la France, pays de l'élitisme méritocratique* ».

Au regard de ces résultats, la France a donc besoin d'une autre politique éducative pour, entre autre, déconnecter la réussite scolaire de l'origine sociale.

Inscription au colloque :

Sur le site du SNUipp : http://www.snuipp.fr/colloque/colloque_form.html

Ou prendre contact avec votre section départementale du SNUipp-FSU :